

Macron, la Bombe et l'Ukraine (2)

lundi 12 décembre 2022, par [Jean-Philippe IMMARIGEON](#)

Jean-Philippe Immarigeon est avocat, historien

Certaines des déclarations d'Emmanuel Macron sur l'Ukraine se suivent et déclenchent les mêmes réactions hostiles. La dernière en date, dans le prolongement de celle du 12 octobre sur le refus d'élargir notre garantie nucléaire à l'Ukraine, est l'entretien, retour de Washington, du 3 décembre dernier : « *Un des points essentiels, comme Poutine l'a d'ailleurs toujours dit, c'est la peur que l'OTAN vienne jusqu'à ses portes, c'est le déploiement d'armes qui peuvent menacer la Russie... Ce sujet fera partie des facteurs pour la paix, et donc il faut aussi le préparer : qu'est-ce qu'on est prêts à faire, comment protégeons-nous nos alliés et les États membres tout en donnant des garanties pour sa propre sécurité à la Russie ?* A la fin, dans les discussions de paix, il y aura des sujets territoriaux sur l'Ukraine et il y aura des sujets de sécurité collective sur toute la région. » Or sur cette question, comme précédemment, Macron est dans le vrai.

Stratégie en chambre...

Arrêtons-nous au préalable sur sa génération sans structure logique ni vision stratégique, au travers d'un exercice typique de ce management d'importation qui semble avoir définitivement subverti mille ans de génie français : la nouvelle *Revue nationale stratégique* publiée il y a un mois, exercice quinquennal introduit par Sarkozy sur le modèle des *reviews* et *papers* d'une armée américaine qui reste la meilleure lorsqu'il s'agit de faire la guerre du papier, sans doute la seule qu'elle ait jamais gagnée sans l'aide de personne si on excepte la Guerre de Sécession [1]. Monument de vacuité et bouillie informe, sans doute rédigée par le stagiaire de la page supplément de géopolitique de *Modes & Travaux* qui a réussi à mettre le maximum de mots dans le texte le plus court possible, pour les réutiliser quelques paragraphes plus loin [2], cette version 2022 est révélatrice de l'état de notre pensée stratégique. Nous avons droit à des verbigérations pédantes dans une rédaction amphigourée de mots d'une pauvreté conceptuelle abyssale : capacité et capacitaire, 93 fois ; résilience, 37 fois ; hybride, 23 fois... Et dans la lignée du Traité de Lisbonne : Europe européen ou européenne, 127 fois ; UE, 43 fois ; OTAN, 28 fois. « *Il y a des vices d'administration qui sont plus contagieux que la peste* » (Voltaire).

On notera la disparition de références au terrorisme islamiste (9 entrées en 2017, aucune en 2022) avec seulement trois allusions génériques à la lutte contre le terrorisme mais parmi d'autres priorités, et une nouvelle entrée « terrorisme d'Etat » dont on ne sait pas ce qu'il recouvre, même si on a compris de qui il s'agit. Le mot Sahel n'apparaît que 7 fois contre 25 en 2017. Le fantasme du Sahelistan n'a pas survécu à la défaite de Barkhane, comme quoi l'ennemi n'est pas une chose en soi, un noumène kantien, mais un objet schmittien qui n'existe qu'en ce qu'on le désigne. Encore faut-il le nommer. Sur le droit américain utilisé comme arme, la *Revue* effleure à peine le sujet et semble découvrir ce qu'on écrit depuis plus de vingt ans [3], mais n'a toujours pas allumé de contrefeu : « *181) La France lutte contre l'utilisation du droit et de la norme comme outil stratégique (lawfare) par ses compétiteurs* ». Voilà, nous n'en saurons pas plus, pour peu qu'il y ait grand-chose à savoir que nous ne sachions déjà depuis l'affaire Alstom, et de la capitulation grassement rémunérée de nos élites atlantistes devant les caprices de leur Grand Autre américain.

...pour armée de soldats de plomb

Sans préjuger de la Loi de Programmation Militaire qui devrait suivre, tous les commentateurs ont souligné que la France n'a plus les moyens de ces ambitions de grenouille complaisante au bœuf. Prenons l'Indopacifique, cité 13 fois, fantasme dont on ne comprend pas ce qu'il signifie pour la France lorsque la Nouvelle Calédonie sera indépendante puisque nous l'avons voté en 1988, suivie sans doute par Tahiti, ces territoires se situant à 10.000 km du détroit de Formose. On apprend toutefois que, « *188) en zone*

Pacifique la France dispose, en coordination avec ses partenaires, des moyens de décourager ou d'entraver un compétiteur ». Il faudrait que nos petits marquis jettent un coup d'œil sur une planisphère rapportée à l'autonomie de nos avions et de nos navires ; mais c'est vrai qu'ils voient déjà le conflit du Donbass comme « la guerre à notre porte ».

Nous n'avons plus de toute manière ni frégates ni avions de transports pour nous positionner dans ces immensités, et plus assez de tubes d'artillerie alors que la guerre en Ukraine marque le retour de Sa Majesté Canon, *ultima ratio regum*. La *Revue* nous prévient tout de même qu'il faut être prêts à une guerre de haute intensité contre les Russes en Europe centrale, et on ne sait plus ce qu'on doit préparer, d'un *Dyle-Breda* de mai 1940 ou d'un *Mousquetaire* d'octobre 1956, à l'heure où l'obésité incapacitante de notre nouveau matériel conçu au format OTAN rend impossibles ces guerres de *rezzou* qui furent notre marque de fabrique dans une Afrique dont nous nous faisons éjecter dès lors que nous n'y servons plus à rien.

Tout ça pour dire que cette *Revue* est aussi utile qu'un rapport de McKinsey sur la réorganisation des horaires de récréation dans le primaire ; et comme ces 58 pages sont dématérialisées, elles ne peuvent même pas servir de cornets à frites. Il n'en est que plus méritoire à Emmanuel Macron de se dégager de cette gangue stérile, lui qui se vante d'être désinhibé tout en accusant nos compétiteurs (5 fois dans la *Revue*, et 2 fois dans sa présentation publique), et de tenter de revenir dans le *game* en Ukraine.

Quand Macron cite le Cadet

Mais que de temps perdu depuis les signes avant-coureurs de l'invasion de l'Ukraine, depuis la réunion publique du 21 décembre 2021 au Kremlin durant laquelle Vladimir Poutine avait annoncé la suite : « *On est sur le pas de notre porte, nous ne pouvons pas reculer [...] nous allons prendre des mesures militaires et techniques adéquates de représailles* ». C'était une réponse stratégique et militaire à un problème stratégique et militaire, loin des prétentions eschatologiques que nos intellectuels germanopratsins lui ont prêté à coups de diagonales historiques foireuses et de théâtralisations politiques débiles : guerre de la démocratie contre l'autoritarisme (dixit les Prix Nobel de la Paix 2022), du monde libre contre le péril asiato-slave, de la civilisation contre la barbarie, et prédictions sur l'effondrement financier, économique, industriel, technologique et maintenant démographique de l'ancien empire des Tsars, quand ce n'est pas la disparition de la Russie [4].

Il faut revenir au bon sens et à la raison, au temps des Metternich, des Rathenau et des Kissinger, lorsque la diplomatie n'était pas le fait de cabinets de consultants moins cortiqués qu'une influenceuse exilée à Dubaï. C'est ce qu'a tenté de faire au fil de cette crise un des quelques rares analystes resté lucide [5], rappelant ces évidences un peu vite oubliées :

- Que la Russie n'acceptera jamais la présence de l'OTAN et des Américains sur ses frontières, quelle soit ou non dirigée par Poutine ;
- Que l'entrée des pays baltes dans l'Organisation fut une erreur, celle de la Finlande une connerie, et celle, même hypothétique, de l'Ukraine de la folie furieuse. Ce *Drang nach Osten* américano-polonais a depuis longtemps été dénoncé y compris par les vieux briscards de la politique étrangère anglo-saxonne [6] ;
- Que mettre au contact forces russes et otaniennes est militairement d'un danger extrême, générateur d'incident nucléaires style *Fail Safe* ou *The Bedford Incident* du fait du temps de réaction trop court en cas d'alerte infondée. C'est ce qu'a rappelé Poutine ces jours-ci, au fil d'absconses circonvolutions sur l'utilité des frappes préventives. Et l'espace du champ de bataille européen, du temps du Pacte de Varsovie, permettait d'échanger de l'espace contre du temps ;
- Qu'il est par ailleurs indifférent à la France que l'OTAN campe ou non sur la frontière russe, au risque d'une inutile guerre sans fin ;
- Qu'il est donc impératif de négocier une zone de sécurité couvrant, du nord au sud, la Finlande, les Etats baltes, l'oblast de Kaliningrad, la Biélorussie et l'Ukraine, dont l'OTAN comme l'armée russe devront se retirer, sans préjuger des forces de souveraineté de ces entités et de leurs alliances diplomatiques et commerciales ;

- Et pour cela, qu'il faut s'asseoir autour d'une table pour la conférence sur la sécurité que réclamait Moscou en novembre 2021.

Ces garanties stratégiques qui fâchent

Car à l'heure de cette tribune, et s'il devait y avoir ce soir une cessation des combats, la Russie a gagné son pari, certes à un coût exorbitant surtout sur le long terme (Poutine remplacera Pyrrhus dans le langage courant), mais elle n'en a pas moins atteint, malgré ses défaites sur le terrain, les objectifs stratégiques qu'elle s'était fixés : sécuriser la mer d'Azov et la Crimée, rendre improbable l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, renucléariser la Biélorussie et faire de l'oblast de Kaliningrad (Königsberg) un *fest burg* au cœur de l'UE et de la Baltique, bourré de missiles hypersoniques nucléaires Iskander. Maintenant il faut faire reculer la Russie, et ce n'est pas en interdisant *Boris Godounov* à la Scala de Milan qu'on y parviendra. Le problème était stratégique, il le reste. C'est le sens des déclarations du 3 décembre de Macron sur les garanties de sécurité.

Poutine y a répondu quatre jours plus tard : « *Comment trouver un accord ? Et peut-on s'entendre avec quelqu'un ? Et avec quelles garanties ? C'est évidemment toute la question [...] Mais au final il faudra trouver un accord. J'ai déjà dit à plusieurs reprises que nous sommes prêts à ces arrangements, nous sommes ouverts, mais cela nous oblige à réfléchir pour savoir à qui nous avons affaire.* » Entretemps il y eu l'entretien d'Angela Merkel à *Die Zeit* le 7 décembre, et sa confession que Minsk n'était qu'une opération d'enfumage, ce qui rend impossible tout retour au *statu quo ante* dans le Donbass . « Cela soulève évidemment la question de la confiance. Et la confiance est quasiment à zéro après de telles déclarations. » Les Russes n'ont plus aucun intérêt à négocier avec le seul saltimbanque de Kiev et Poutine, qui est loin d'être la moitié d'un con, va nous ramener à discuter géostratégie et questions militaires. Le reste, les sanctions, le commerce, l'énergie, l'interdiction des médias ou les échanges culturels, ce sera pour plus tard. C'est là que la France a une carte à jouer, hors de l'UE, de l'OTAN, et loin des inepties atlantistes de la *Revue nationale stratégique*.

Comment l'esprit vient aux présidents

Car une fois revenu des minauderies de son séjour à Washington, Macron aura médité cet apophtegme de Kissinger : « *It may be dangerous to be America's enemy. But to be America's friend is fatal.* » De deux choses l'une : soit Macron sert d'éclaireur-marqueur, de *pathfinder*, à Biden, au risque de tirer les marrons du feu pour les Américains ; soit il a compris que ceux-ci allaient reprendre le fil rompu il y a un an lorsqu'ils refusèrent la négociation globale proposée par les Russes, et il ne veut pas se faire griller la politesse et se retrouver gros-jean-comme-devant comme après son loupé du 7 février 2022, lorsque Poutine lui tendit la perche lors de leur conférence de presse au Kremlin, de détenteur européen de l'arme nucléaire à détenteur européen de l'arme nucléaire.

Entre nos délires infantiles sur l'air du « Nous irons pendre notre linge sur le tombeau de Lénine », et nos très fiables alliés américains qui se carapotent à la vitesse d'un prout sur une toile cirée dès que l'ombre d'une mise en œuvre de l'Article 5 OTAN se profile -comme on a pu le voir lors du récent incident des missiles tombés sur la Pologne - il n'est que temps de rappeler que l'Alliance fonctionne comme dans la fameuse scène du cimetière du western de Sergio Leone : il y a ceux qui ont un pistolet chargé et il y a ceux qui creusent [7]. Que creusent les anciennes colonies soviétiques à l'est, c'est l'ordre des choses et le sens de l'Histoire. Mais que la France de Richelieu, de Talleyrand et de Briand soit à la pelle et à la peine plutôt que de « terminer la guerre à son mot » (Saint-Simon) et non celui des autres, voilà une parenthèse qu'il faut vite refermer.

Notes

[1] Voir de l'auteur : « *Revue Stratégique : la guerre du papier* », in site *La Vigie*, 26 mai 2018 ; « OTAN », *Abécédaire du Souverainisme, Front Populaire*, Hors-série n° 1, novembre 2020.

[2] « 175) La préservation de la souveraineté française face à l'évolution des technologies exige de nouveaux investissements capacitaires. La diversité croissante des outils et l'accélération des avancées technologiques offrent de nouvelles opportunités à condition de réaliser les investissements qui s'imposent, selon une logique de mutualisation quand les missions le permettent. La réactivité de la fonction connaissance-compréhension-anticipation doit être amplifiée par une interconnexion accrue autour d'outils sécurisés de communication, en assurant au cas par cas une interopérabilité technique avec les principaux partenaires étrangers... - 179) La France doit être capable de contrer et maîtriser les effets de ces agressions hybrides, dans le respect de ses principes et de ses valeurs. Pour ce faire, une organisation plus agile, réactive et mieux intégrée sera adoptée pour identifier, caractériser, déclencher les mécanismes de protection adaptés et élaborer des réponses dans une approche davantage multisectorielle... »

[3] « 26) Nos compétiteurs font du droit une arme qu'ils dirigent contre nos intérêts pour leur assurer l'ascendant. Outil de l'hybridité, l'usage stratégique de la norme (ou lawfare) se décline suivant trois axes majeurs : l'instrumentalisation croissante par certains États de leur propre droit, en particulier à travers l'extraterritorialité ; l'utilisation, le détournement ou le contournement de la norme internationale ; et l'exploitation de vulnérabilités juridiques et judiciaires résultant de notre droit interne ou de nos engagements européens. » Sur le sujet : de l'auteur, « Le droit en état de guerre », *Revue Défense Nationale*, avril 2002 ; Véronique Truong, « Cybernétique : sortir du piège américain », *Revue Défense Nationale*, mars 2014 ; et bien sûr Frédéric Pierucci, *Le piège américain*, JC Lattès, 2019.

[4] « La Russie sombrera dans une complète anarchie. Tandis que son armée continuera de s'embourber en Ukraine et que l'Asie centrale s'affranchira d'elle, les prétendants à la succession de Vladimir Poutine se déchireront, les dirigeants régionaux se découvriront un destin et plus d'un des peuples du Caucase, du Grand Nord et de l'Est lointain se dira que l'heure de l'indépendance est venue. Une guerre civile déchirera une puissance nucléaire, les mouvements jihadistes trouveront là de nouveaux terrains d'action, et la Chine et la Turquie seront immanquablement tentées d'intervenir dans l'immense chaos que l'Union européenne verra naître à ses frontières. » Bernard Guetta, « Contre Vladimir Poutine, la realpolitik », *Libération*, 29 novembre 2022.

[5] Le Cadet sur le site *La Vigie*, page <https://www.lettrevigie.com/?s=cadet> : n° 88 : « Le retour de Folamour », février 2022 ; n° 89, « Leur joueur de poker et nos joueurs de billes », mars 2022 ; n° 90, « Touché Coulé », avril 2022 ; n° 91, « Une connerie », mai 2022 ; n° 92, « La brigade des egos (sotie européenne) », juin 2022 ; n° 94, « Borodino, épisode VI », septembre 2022.

[6] George Kennan dès 1998, Henry Kissinger en 2014, John Mearsheimer en 2015. Moins connus : William Perry (secrétaire à la Défense) dès 1996, Jack Matlock (ambassadeur en URSS) un an plus tard, Bill Burns (directeur de la CIA) en 2008, Paul Keating et Malcolm Fraser (premiers ministres australiens) respectivement en 1997 et 2014, Sir Roderic Lyne (ambassadeur en Russie) cette même année, ou encore Robert Gates (ancien secrétaire à la Défense) en 2015.

[7] « In this world there's two kind of people, my friend : those with loaded guns, and those who dig. You dig. ». Clint Eastwood dans *Le bon, la brute et le truand*, 1966.